

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 8701

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

32

de votants

33

OBJET

Délégations du Conseil Municipal à
Monsieur le Maire

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil seize, le vingt octobre, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur ETORE Christophe, Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, PEACOCK Valérie, DERONT BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, MARZINIYAK Yannick, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, SIMON Éric, DEBORDE Elisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlène, VALENTI Anaïs, FOISSAC Elodie, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, HOSKIN Marie-Pierre, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

Procuration : BENTRAD Samira à DERONT BOURDIN Gautier.

Madame FOISSAC Elodie est désignée secrétaire de séance.

De manière à simplifier et accélérer le traitement des affaires de la Commune, le Code général des collectivités territoriales prévoit, dans son article L.2122-22, la possibilité pour le Conseil Municipal de déléguer tout ou partie de ses attributions au Maire, pour la durée de son mandat.

Les décisions prises par le Maire dans le cadre de ces missions déléguées sont soumises aux mêmes règles que les délibérations du Conseil Municipal. En outre, le Maire doit en rendre compte régulièrement au Conseil Municipal et celui-ci peut mettre fin à la délégation en cours de mandat.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, à :
 1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
 2. fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal, et ce, sans limite particulière ;
 3. procéder, dans les conditions ci-après définies et dans la limite de 6 000 000 euros par contrat, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2-1 du Code général des collectivités territoriales et au « a) » de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c) » du même article, et, passer à cet effet les actes nécessaires.

Pour réaliser tout investissement prévu au budget, le Maire reçoit délégation aux fins de contracter tout emprunt à court, moyen et long terme, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

 - la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - des droits de tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation,

.../...

- la possibilité d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Il reçoit également délégation pour procéder au remboursement anticipé des emprunts ou à leur renégociation.

Cette délégation prend fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget. Le Conseil autorise le Maire à déléguer sa signature aux personnes mentionnées à l'article L.2122-18 et L.2122-19 du Code général des collectivités territoriales ;
5. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
6. passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
7. créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
8. prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
9. accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
10. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
11. fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
12. fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la Commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
13. décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
14. fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
15. exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même Code, et ce de manière générale ;
16. intenter au nom de la Commune les actions en justice ou de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle tant devant les juridictions de l'ordre administratif que civil, introduire toutes les voies de recours contre les décisions juridictionnelles rendues, ainsi que se porter partie civile au nom de la Commune devant les juridictions pénales ;
17. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, sans limitation particulière ;
18. donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la Commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
19. signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même Code dans sa rédaction antérieure à la loi 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
20. réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 3 000 000 euros ;
21. exercer ou de déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du Code de l'urbanisme, au nom de la Commune le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du même Code, sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux, limité aux périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat ;
22. exercer au nom de la Commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'urbanisme ;
23. prendre les décisions, mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du Code du patrimoine, relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
24. autoriser, au nom de la Commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
25. demander l'attribution de toutes formes de subventions à l'État ou à d'autres collectivités territoriales quel qu'en soit le montant et le domaine.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à charger pour la durée de son mandat un ou plusieurs adjoints de prendre en son nom, en cas d'empêchement de sa part, les décisions données par la présente délégation.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 21 octobre 2016 et que la convocation du Conseil a été faite le 14 octobre 2016. La présente délibération a été affichée le 21 octobre 2016 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 21 octobre 2016

Le Maire,